

L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



CJUE. Mécanisme de conditionnalité. Pologne. Hongrie.

PAS DE DROITS PAS DE CHOCOLAT.

La Cour de justice de l'Union européenne [a réduit de moitié l'amende journalière imposée à la Pologne, la ramenant d'un million d'euros à 500 000 euros](#), à la suite des améliorations apportées à son système judiciaire.

- La Cour de Luxembourg reconnaît que les réformes récentes ont permis de répondre à certaines préoccupations concernant l'indépendance des juges.
 - Elle note toutefois que les garanties fournies par les réformes ne sont pas suffisantes pour lever complètement l'amende.
 - La Cour souligne en particulier que [la Pologne n'a pas démontré que les décisions prises par la chambre disciplinaire de la Cour suprême](#) ont été immédiatement suspendues.
 - Cette chambre décriée autorise l'ouverture de poursuites pénales et est indiscutablement liée au parti majoritaire PiS.

De même, la Commission européenne a constaté des « progrès » dans le système judiciaire hongrois mais le Parlement européen maintient la pression politique.

- Le 24 avril 2023, la Commission européenne et la Hongrie [se sont mises d'accord sur des mesures techniques liées à l'indépendance du système judiciaire](#), qui sont nécessaires pour débloquer les fonds européens suspendus pour le plan de relance du pays.
 - Cependant, ces mesures ne représentent que quatre des 27 critères de référence fixés en décembre.
 - Ici, la Commission européenne remplit son rôle de gardienne des traités.
- Les présidents de cinq groupes politiques du Parlement européen ont envoyé [une lettre à Ursula von der Leyen pour demander la suspension des fonds européens](#) destinés à la Hongrie.
 - Ils invoquent une législation récente qui restreint la liberté d'expression des enseignants et encourage les activités anti-LGBT.
 - Selon eux ces lois rendent « impossible » le paiement du plan de relance hongrois et réitérent leur souhait de faire avancer la procédure de l'Article 7 du TUE.

IA génératives. Régulation.

MINORITY REPORT.

Quel État de droit pour l'IA ? Biométrie, surveillance généralisée, protection des données personnelles, propriété intellectuelle : les IA génératives et le saut technologique qu'elles représentent nous font subitement basculer dans un univers qui jusqu'ici appartenait aux spéculations cyberpunks de la SF, de Gibson à Ph. K. Dick. Alors que la bataille technologique est probablement déjà perdue pour l'Europe, la question se porte sur la réglementation.

- Le Parlement européen doit trancher en plénière le 11 mai prochain sur sa position en la matière.
- Une analyse en profondeur du site spécialisé TechCrunch se penche sur les enjeux et contenus de cette position sur [la réglementation de l'IA générative](#).
 - Les députés devraient ainsi privilégier l'ajout d'exigences strictes à la loi elle-même.
 - Pour éviter l'inflation législative, ne pas reporter l'IA générative à une législation d'application supplémentaire, comme l'avaient suggéré les États membres.

- Les géants de la *Big tech*, dont Google et Microsoft, avaient fait pression pour que l'IA générative bénéficie d'une exception réglementaire dans les futures règles de l'UE sur l'IA.
 - Selon l'avis actuel des députés, il y aurait trois niveaux de réglementation pour les modèles d'IA.
 - Le 1e niveau s'appliquerait à toutes les IA à usage général et réglementerait les relations dans la chaîne de valeur de l'IA.
 - Le 2e niveau concernerait les modèles fondamentaux en fixant des obligations spécifiques pour les fabricants de ces modèles de base
 - Le 3e niveau ciblerait spécifiquement les IA génératives, telles que les grands modèles de langage ou les IA génératives artistiques et musicales, et fixerait des responsabilités spécifiques pour le type de contenu qu'elles peuvent produire et le matériel protégé par le droit d'auteur utilisé pour les former.
 - Le projet de plan de la Commission classe les applications d'IA en fonction des niveaux de risque.
 - La plupart des applications étant considérées comme présentant un risque faible et donc exemptées d'obligations légales.
 - Toutefois, les applications présentant des risques pour la sécurité et/ou les droits fondamentaux, mais jugées gérables, seraient soumises à des obligations de conformité avant et après la mise sur le marché.
 - Elles seraient aussi soumises à des mesures d'atténuation de la discrimination, avec des sanctions en cas de non-conformité.
 - Le projet comprend également une catégorie pour les technologies telles que les *chatbots* et les *deepfakes*.
 - Elles ne seraient pas soumises au même niveau d'exigences de conformité à des exigences de transparence.
- Le processus législatif ne s'arrête évidemment pas à la position du Parlement.
 - La question est de savoir si les négociations avec le Conseil et la Commission pourront être conclues sous cette mandature, avant les prochaines élections en 2024.

Conflit d'intérêt. Pêche. Régulation.

TUNAGATE.

Ce qui devrait être une question environnementale devient un problème d'État de droit : comment faire respecter l'intérêt général quand les organismes de régulation sont soumis aux conflits d'intérêts ?

- Selon [une enquête du Guardian](#), plus de la moitié de la délégation de l'UE à un organisme de régulation des stocks de thon est en fait composée de lobbyistes de l'industrie de la pêche.
- L'Europe est ainsi directement responsable de la surpêche dans l'océan Indien, menaçant tout particulièrement les stocks de thon à nageoires jaunes et les économies locales.
 - Ceci expliquerait les récentes objections de l'UE à un [accord conclu en février dernier](#) par les pays côtiers d'Afrique et d'Asie pour limiter les dispositifs de concentration de poissons (DCP) nuisibles à la conservation des stocks.
 - Les DCP sont de grands radeaux flottants qui attirent les poissons.
 - Ils contribuent à la surpêche de l'albacore, car ils attirent les juvéniles.
 - Ils attirent aussi les tortues, les requins et les mammifères menacés d'extinction.

- Cet accord, [célébré par les ONG environnementales](#), et obtenu en dépit des oppositions de l'UE, plus grand pêcheur de thon tropical de la région, était proposé par l'Indonésie et dix autres États côtiers.
 - Il vise à interdire pendant 72 jours les DCP utilisés par les senneurs à senne coulissante.
- Retranchée derrière une exigence d'études scientifiques, l'UE et ses affiliés (les Seychelles, dont 13 thoniers appartenant à l'UE battent le pavillon, les Comores, Oman, le Kenya et les Philippines) se sont opposés à cet accord.
 - L'article du Guardian et les enquêtes de l'ONG Bloom rappellent l'influence des lobbyistes de l'industrie française et espagnole qui ont pesé pour renverser cette décision.
 - Face à cette incohérence flagrante eu égard aux ambitions environnementales et de développement de l'UE, on parle déjà d'un [TunaGate](#).

EUROPE GÉOPOLITIQUE



Cyberguerre. Estonie. Russie.

KALLASNIKOV.

Dans [une interview pour The Economist](#) le 17 avril 2023, la première ministre estonienne, Kaja Kallas, a évoqué la nécessité pour les nations démocratiques d'investir dans leur cybersécurité. Le monde est désormais confronté à une « cyberguerre ».

- La Russie mène une guerre de l'information, une guerre de l'énergie et une cyberguerre parallèlement à sa guerre conventionnelle, estime K. Kallas.
 - C'est pourquoi les démocraties doivent agir pour se défendre dans tous ces domaines.
 - En défendant un monde où les règles s'appliquent encore et où la technologie travaille pour, et non contre, les sociétés démocratiques.
 - Les nations démocratiques doivent :
 - comprendre que l'intégration de la cyberguerre dans la guerre ordinaire est désormais une pratique établie ;
 - disposer d'une infrastructure numérique bien protégée ;
 - mettre fin à l'impunité des acteurs dans le cyberspace ;
 - développer les partenariats public-privé dans la défense de l'infrastructure numérique.
 - Première ministre d'un pays considéré comme [« pionnier en matière de cybersécurité »](#), K. Kallas explique que toutes les nations démocratiques doivent se préparer à ce que la cyberguerre se poursuive même après la fin de la guerre conventionnelle et investir dans les réponses appropriées.
- C'est aussi dans cette optique que la Commission européenne travaille, depuis 2022, à [un projet de règlement pour une loi sur la cybersolidarité](#), dans le cadre d'un programme de cybersécurité plus large visant à renforcer la coopération dans la réponse aux cyberattaques à grande échelle.
 - La proposition devrait favoriser la coordination transfrontalière entre les secteurs public et privé en matière de prévention et de réponse aux cyberattaques et dispose d'un budget de 1,1 milliard d'euros.
 - La législation a été proposée pour la première fois en mars 2022 après l'agression russe sur l'Ukraine, une guerre [très intensément menée](#) aussi sur le front cyber.
 - Le règlement cybersolidarité associerait des entités publiques et privées, reprenant un modèle déjà en place en Ukraine.
 - Le premier pilier de la proposition est la mise en place [d'un cyberbouclier européen](#), composé de centres d'opérations de sécurité nationaux et transnationaux dans l'ensemble de l'UE.
 - Le deuxième pilier est la création d'un mécanisme d'urgence cybernétique pour tester les vulnérabilités dans les secteurs critiques tels que l'énergie et les transports et fournir un soutien financier pour l'assistance mutuelle entre les États membres.
 - Une « réserve de cybersécurité », composée d'entreprises privées certifiées et dignes de confiance, est également proposée.

Cyberguerre. Twitter. Huawei.

TRIBUTE TO ALLAN SAVORY.

Si les partenariats public-privé semblent indispensables pour mener la cyberguerre, cela implique de savoir quels acteurs privés sont de potentiels alliés. Ainsi, la nécessité de consolider les infrastructures numériques semble évidente, ne serait-ce que pour apaiser les inquiétudes à ce sujet. [La récente controverse sur Huawei](#) souligne certaines failles de l'Europe en la matière.

- L'Allemagne a lancé une enquête, en mars, pour examiner les composants des fournisseurs chinois de télécommunications Huawei et ZTE.

- Ceux-ci pourraient permettre à un État d'exercer un pouvoir politique ou de perturber les opérations de télécommunications.
- Les responsables de la sécurité ont pointé du doigt un composant de gestion de l'énergie de Huawei.
 - Il pourrait être utilisé à des fins de sabotage, et pas seulement pour l'espionnage ou les fuites de données vers Pékin.
- L'examen, qui pourrait conduire les opérateurs à devoir retirer les composants fournis par les fournisseurs chinois, marque un changement dans l'approche de l'Allemagne à l'égard des équipements de télécommunications chinois.
 - Berlin avait déjà été critiqué par les autorités de sécurité européennes [pour sa lenteur à élaborer et à appliquer les mesures de sécurité de la 5G](#).

Au-delà de la protection des bases de données et des infrastructures de télécommunications, la cyberguerre implique aussi une guerre d'influence sur les plateformes numériques, ce que [les récents déboires d'Elon Musk sur Twitter](#) ont souligné.

- Selon les conclusions de l'ONG Reset, les récents changements apportés aux politiques de Twitter [ont permis aux gouvernements autoritaires de Russie, de Chine et d'Iran de diffuser plus facilement leur propagande](#) et la désinformation sur la plateforme.
 - Twitter a notamment cessé d'étiqueter les médias contrôlés par l'État et les agences de propagande.
 - Cela permet à leur contenu d'être automatiquement promu ou recommandé aux utilisateurs.
- Depuis ce changement, les comptes des médias d'État russes ont gagné 33 % de vues supplémentaires.
 - Les agences de médias d'État en Chine et en Iran ont également connu des augmentations similaires de l'engagement.
 - E. Musk a déjà fait des commentaires suggérant qu'il ne voyait pas de différence entre les promoteurs de contenu.
 - Il en a le droit puisqu'il s'agit de sa société.
 - Nous gardons en tête que [pour lui](#) «la plupart des médias traditionnels ont alimenté et nourri ces extrêmes polarisés, car ils croient que c'est ce qui rapporte de l'argent, mais, ce faisant, l'opportunité de dialogue se perd».
 - Quand on connaît les capacités des *bots* sur les plateformes et les possibilités offertes [par TwitterBlue](#), on peut douter d'un dialogue retrouvé.

Matières premières critiques. Chaîne de valeur.

COMME ON FAIT SON LI ON SE COUCHE.

Derrière la virtualité du monde numérique se trouvent encore des enjeux très matériels des matières premières pour le *hardware*.

- [Le projet de législation européenne sur les matières premières critiques](#) est un premier pas dans la bonne direction pour garantir un approvisionnement responsable et durable en métaux critiques.
 - Il pose toutefois un problème géopolitique très profond, en particulier dans les relations avec les pays du Sud riches en ressources.
- En visant une relocalisation dans l'UE de la chaîne de valeur des métaux, y compris le raffinage, le traitement et le recyclage, avec un objectif de raffinage de 40 % pour l'Europe, le projet revient à la classique division internationale du travail.

- Il pourrait contredire les objectifs européens en matière de coopération et aide au développement.
- En outre, l'Europe ne dispose pas des installations permettant de récupérer les métaux essentiels dans la « masse noire » résultant du prétraitement.
 - Les projets stratégiques de l'acte devraient donner la priorité à l'expansion de l'industrie de la récupération des matériaux en Europe.
- Dans [sa tribune pour Euractiv](#), Julia Poliscanova de l'ONG Transport&Environment recommande que l'UE travaille directement avec les pays riches en ressources du monde entier, notamment ceux du Sud.
 - Cela permettrait de s'assurer de la fourniture de métaux critiques.
 - Une approche stratégique et responsable est nécessaire pour éviter un accaparement des ressources de type colonial.
 - Il s'agit notamment d'aider les entreprises du Sud à remonter la chaîne de valeur jusqu'à la transformation, de mener des opérations propres et équitables et de verser un salaire décent aux travailleurs.
 - L'Europe devrait également collaborer avec d'autres grands marchés pour créer un club d'acheteurs plus important basé sur des normes élevées et transparentes.
 - Un programme ciblé sur le financement et le climat peut selon elle transformer le rêve vert de l'Europe en réalité.

GREEN DEAL



Polluants éternels. Intrants chimiques. REACH.

OUT OF REACH.

Essentiels à l'agriculture et de nombreuses industries, les polluants chimiques et les pesticides exercent une influence dévastatrice sur l'environnement et la santé humaine. Leur utilisation excessive pollue les sols, les cours d'eau et menace la biodiversité. Les études prouvent en outre qu'ils sont liés à de nombreux problèmes de santé tels que les cancers, les troubles neurologiques et les déséquilibres hormonaux.

- Dans cet « empoisonnement universel », selon le titre [de l'ouvrage du journaliste Fabrice Nicolino](#), les substances per- et polyfluoroalkyles (PFAS) sont une classe de produits chimiques à part.
 - Ces « polluants éternels » constituent une menace importante pour la santé humaine et l'environnement car ils sont très persistants et s'accumulent dans l'eau, l'air et le sol.
 - Ils sont utilisés à diverses fins industrielles et sont présents dans les produits de tous les jours.
 - Par exemple, les emballages alimentaires, les produits ménagers, les textiles, l'électronique et les matériaux de construction.
 - [Une enquête récente](#) menée par 17 médias européens estime que l'Europe compte plus de 17 000 sites contaminés par des PFAS et plus de 2 100 « points chauds ».
 - En d'autres termes, les niveaux de contamination dépassent 100 nanogrammes par litre, ce qui est considéré comme dangereux pour la santé.
- Le 20 avril 2023, [le nouveau règlement délégué](#) relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des produits chimiques (CLP), qui met à jour le [règlement REACH](#) de 2008, est entré en vigueur.
 - Ce nouveau règlement vise à fournir une meilleure transparence et des informations actualisées :
 - sur les critères et les classes de danger des perturbateurs endocriniens
 - ainsi que des substances chimiques à longue durée de vie, qui peuvent s'accumuler dans les organismes vivants et l'eau potable.
 - Ce règlement s'applique aux substances déjà réglementées par le règlement sur l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques (REACH) et aux substances actives contenues dans les produits biocides et phytopharmaceutiques.
- Alors que quatre États membres de l'UE, dont [le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas et la République tchèque](#), demandent aussi des restrictions plus strictes sur les PFAS dans les aliments, les ONG tentent également de tirer la sonnette d'alarme sur cette menace.
 - Greenpeace a publié une étude montrant que les agrumes brésiliens vendus dans huit pays de l'UE, dont la France, [contiennent des résidus de six substances non autorisées dans l'UE.](#)
 - Bien qu'aucun produit détecté ne dépasse les limites maximales de résidus, l'ONG souligne qu'il n'existe pas de niveau minimum de sécurité pour l'ingestion de pesticides.
 - Le rapport s'inquiète de l'intention de l'UE de parvenir à un accord avec les pays du Mercosur d'ici juillet.
 - Un tel accord augmenterait à la fois la quantité de pesticides utilisés et la quantité de produits contaminés vendus dans l'UE.
 - De même, [selon le groupe environnemental Pan Europe](#), seules 15 % des recommandations présentées par la commission d'enquête du Parlement européen sur les pesticides ont été appliquées.
 - Cette commission parlementaire a été créée [à la suite de la publication des "Monsanto Papers"](#) et a émis une centaine de recommandations un an plus tard.
 - Bien que la Commission européenne ait fait de la réduction des pesticides une priorité, Pan Europe souligne qu'il existe encore des lacunes importantes, notamment dans l'évaluation de la toxicité des produits phytosanitaires.

- Enfin, [l'Autorité européenne de sécurité des aliments \(EFSA\)](#) a indiqué que le niveau de détection des résidus de pesticides dans les produits alimentaires reste constant, 96,1 % des échantillons étant conformes aux limites légales de l'UE.

Eau. Bassines. Espagne.

70% DEL AGUA A LA AGRICULTURA.

L'eau est précieuse : en 1974, l'avertissement solennel d'un [agronome à pull rouge candidat à l'élection présidentielle française](#) était resté sans grand écho. Aujourd'hui, le dérèglement climatique rend les usages concurrentiels de l'eau de plus en plus tendus, [comme le souligne le Conseil économique et social français](#).

- Pionnière des [utilisations de méga-bassines](#) pour son modèle agricole intensif, l'Espagne se trouve actuellement confrontée à de [graves problèmes de pénurie et de qualité de l'eau](#).
 - L'Espagne offre une première illustration des tensions politiques qui pourraient se nouer autour des usages de l'eau.
 - Selon [un rapport du ministère espagnol de la transition écologique](#) et du défi démographique, près de la moitié de la population du pays est confrontée à des niveaux élevés de stress hydrique.
 - Pour faire face aux conséquences de cette sécheresse qui dure, le gouvernement espagnol a mis en œuvre plusieurs décisions politiques.
 - En particulier le [Plan national de l'eau \(2018-2021\)](#), qui vise à garantir l'utilisation durable des ressources en eau et à améliorer l'efficacité de la gestion de l'eau.
 - Suivi du plan [Purification, assainissement, efficacité, économies de 2021](#).
 - Malgré ces efforts, il reste d'importants défis à relever : le rapport montre que la qualité de l'eau est également un problème majeur.
 - 40 % des eaux souterraines et 25 % des eaux de surface du pays sont classées comme médiocres ou mauvaises.
 - Cette situation présente un risque important pour la santé publique et l'environnement.
 - Face à ces défis, le gouvernement encourage également l'utilisation de ressources en eau alternatives, telles que les eaux usées recyclées, afin de réduire la pression sur les sources d'eau traditionnelles.
 - La question doit prendre une tournure européenne et les difficultés rencontrées par l'Espagne [doivent impérativement être connues des autres ministres de l'agriculture](#).
- La nécessité d'affronter ces défis est devenue indispensable. Selon le programme d'observation de la Terre Copernicus, [l'Europe a connu son été le plus chaud en 2022](#).
 - Avec des températures moyennes supérieures de 1,4 °C à celles de la période 1991-2020, 2022 est la deuxième année la plus chaude jamais enregistrée.
 - Associé à un manque de précipitations et à une sécheresse généralisée, cela a provoqué des incendies de forêt dans plusieurs pays.
 - Ces incendies dans l'UE ont rejeté plus d'émissions de carbone que jamais au cours des 20 dernières années.
 - Cela fait six années consécutives que les volumes fluviaux sont inférieurs à la moyenne, ce qui impacte cette voie de transport.
- Sans nul doute, c'est là que [se nouera la prochaine grande crise environnementale](#) - et politique.
 - Pour l'instant, les mesures restent principalement nationales: [Italie](#), [France](#), [Espagne](#), [Allemagne](#), ont produit leurs plans.
 - La [stratégie européenne](#) reste encore à mettre en œuvre, en attendant et espérant que les mesures du Green deal puissent changer la donne, en particulier en matière agricole.